

Parti  
communiste  
français

commission Santé  
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

décembre 2016

globule  
rouge  
INFO

## PLUS QUE JAMAIS LA SÉCURITÉ SOCIALE SOLIDAIRE !

**A**vec la perspective de l'élection présidentielle et notamment l'entrée en lice du candidat issu de la primaire de la droite et du centre ainsi que celle de l'ancien ministre de l'Économie, les questions de la sécurité sociale, de son concept, de son existence, de son devenir se posent avec force et éclat.

Le programme, et surtout les déclarations du candidat Fillon pour la droite et le centre, est édifiant en la matière.

Il veut remettre en cause l'universalité de la sécurité sociale. Il veut remettre en cause le niveau des prises en charge. Il veut confier une partie de la sécurité sociale au monde assuranciel et financier... C'est un projet de casse de la protection sociale qui est au cœur de ce projet politique.

Les idées de l'extrême droite sont toujours celles de la ségrégation, celles de l'exclusion... Ce n'est pas le discours pseudo « défenseur du social » qui change le fond, l'extrême droite c'est la haine de l'autre et la politique du bouc émissaire.

Les annonces très média-

tisées du candidat ex-ministre de l'Économie, l'inventeur de la généralisation de la dérèglementation des transports routiers, du travail du dimanche, concernant la sécurité sociale sont tout aussi graves. Annoncer la diminution des cotisations sociales comme solution à l'augmentation du pouvoir d'achat est un coup de poignard dans le dos de la solidarité...

Les politiques suivies depuis des années par les gouvernements Hollande se sont caractérisées par de vrais reculs pour la protection sociale, pour la sécurité sociale, pour la santé publique.

Les propositions portées avec force et ambition par les communistes, partagées depuis des années avec toute une partie du mouvement social et associatif, sont les seules alternatives progressistes.

Une sécurité sociale solidaire, universelle, unique, financée par des cotisations et une mise à contribution des revenus financiers est une vraie idée d'avenir.

Le financement dynamique par la cotisation, le contrôle par

des conseils d'administration élu au suffrage universel des ayants-droit, une avancée significative vers le remboursement à 100% des soins prescrits par la sécurité sociale constituent les repères que nous portons avec détermination et clarté dans le cadre de la campagne autonome communiste de soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon.

**Maryse Montangon**  
animatrice de la commission  
**Santé/protection sociale**

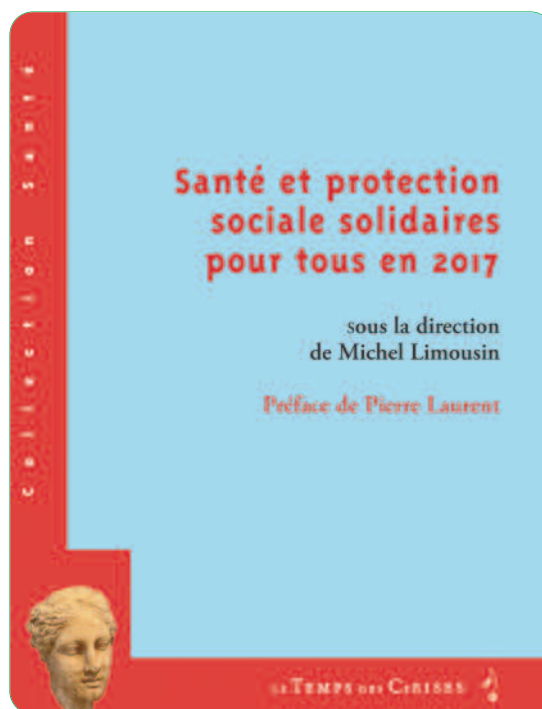
la  
commission  
a décidé  
d'actualiser  
le livre collectif

**Pour une santé  
et une protection  
sociale solidaires**

la diffusion est prévue

**à partir de janvier 2017**

**à consommer sans modération !**



10 DÉCEMBRE

## UNE RÉUNION DYNAMIQUE

La commission a tenu une réunion le 10 décembre dernier au CN du PCF.

Il y avait une bonne vingtaine de participant-e-s de différents départements. Le nombre de camarades intéressé-e-s est en progrès réel.

La participation est aussi en progression si l'on prend en compte la participation à au moins une réunion sur la dernière année...

Dans le cadre de l'actualité politique, il a été décidé, à l'issue de la journée, de faire une analyse des programmes de différentes organisations politiques et ou candidat-e-s annoncé-e-s.

Ce sera notamment le cas des propositions du FN, de la droite et du centre avec Fillon, du candidat Macron, de « La France Insoumise ».

Par ailleurs, nous voulons engager la réalisation du bilan du quinquennat actuel. L'idée est de rédiger ainsi des fiches thématiques sur nos propositions en direction des organisations locales.

La volonté est de produire des fiches simples, concrètes, synthétiques, « comparatives »...

L'après-midi a été consacrée au compte rendu de trois collectifs de travail (démographie médicale, perte d'autonomie/handicap et médicament).

En ce qui concerne la démographie médicale et inévitablement la désertification médicale, les demandes sont fortes pour formuler des propositions immédiates. Il est clair que les situations locales concrétisent des réalités dramatiques dans de nombreux lieux. Nous avons une place originale à tenir auprès des usagers, des ayants-droit à la santé, des élu-e-s...

L'édition du livre est imminente dans une version actualisée. La Une est en première page de ce numéro. Il est prévu de tenir une initiative de presse en présence de Pierre Laurent, secrétaire national, à l'occasion de la sortie publique de notre ouvrage collectif.

BUREAU  
DE PRESSE  
DU PCF

communiqués

## le PCF appelle à marcher contre le SIDA

Le 1<sup>er</sup> décembre est la journée mondiale de lutte contre le sida. Tout le monde sur la planète est concerné. Alors que l'Afrique est particulièrement touchée par cette pandémie, la maladie et les comportements à risque sont en plein recrudescence en France.

Les communistes considèrent que la lutte contre le sida est un enjeu majeur de santé publique et réaffirment que l'État doit y mettre les moyens.

La prévention doit être renforcée notamment auprès des jeunes populations qui, de plus en plus, considèrent le sida comme « une maladie comme les autres avec laquelle il est possible de vivre ».

Dans ce contexte, et alors que les efforts de prévention doivent être sensiblement augmentés, nous nous opposons aux réductions de budgets qui lui sont alloués, et notamment celles qui résultent de la fusion des CDAG et des CIDDIST, deux structures de dépistage et de prévention essentielles, complémentaires, clairement identifiées et utiles pour bon nombre de nos concitoyen-ne-s.

Nous dénonçons aussi la campagne aux relents homophobes assumés, menée par quelques forces

réactionnaires en France visant à stopper la campagne d'affiches de prévention lancée par *Santé publique France* tout récemment, et dont certains maires de droite s'emparent en appliquant une censure inacceptable.

La recherche contre la maladie et l'accès aux traitements déjà existants doivent aussi faire l'enjeu de politiques publiques fortes qui permettraient de rendre réellement accessibles les traitements pour tou-te-s et d'en développer de nouveaux. Nous défendons dans ce sens la mise en place d'un Pôle public du médicament en France et en Europe, notamment pour une véritable transparence des prix.

En attendant, nous nous prononçons pour l'extension de l'accès à la PReP, moyen médicamenteux supplémentaire pour se protéger contre l'épidémie.

**C'est pour toutes ces raisons que le PCF appelle à manifester le 1<sup>er</sup> décembre prochain en région et à Paris, afin de mettre un terme à cette pandémie qui nous concerne tou-te-s.**

Paris, le 30 novembre 2016

## LA SOCIALE UN GRAND MOMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE

Depuis des semaines, dans de multiples salles de cinéma en province comme en Île-de-France, des projections suivies d'échanges, de débats ont lieu autour du film *La Sociale*.

Ce documentaire est particulièrement important et d'actualité dans cette période où il est de bon ton à droite, et pas que, de dénigrer la sécurité sociale solidaire, l'œuvre d'Ambroise Croizat.

Durant la projection, c'est, tout à la fois, les éléments historiques, le rappel des conditions de l'époque, la réalité des décisions courageuses et novatrices prises par le ministre communiste, mais aussi les témoignages d'un des premiers dirigeants local d'une des caisses de la sécurité sociale, le contact avec les étudiantes et étudiants de la haute école de la sécurité sociale, ainsi que les apports d'experts dont notre ami Michel Étievent, historien d'Ambroise Croizat.

Cette projection peut nous permettre de faire connaître nos propositions pour la sécurité sociale solidaire, pour la santé publique.

Si ce n'est pas encore fait autour de vous, organisez une projection en lien avec les camarades de la commission nationale pour intervenir dans le débat qui suivra le film.



## parole d'élue

### Lutter contre les violences faites aux femmes aussi un enjeu de santé publique



par **Pascale Labbé**

conseillère départementale Seine-Saint-Denis, déléguée chargée de l'égalité femmes/hommes et de l'Observatoire départemental des violences faites envers les femmes

Le 25 novembre dernier avait lieu la journée mondiale contre les violences faites envers les femmes.

Chaque année, 216 000 femmes de 18 à 75 ans sont victimes de violences physiques et/ou sexuelles de la part de leur ancien ou actuel partenaire intime (mari, concubin, pacsé...). Une estimation qui ne compte pas les violences psychologiques. En 2014, 134 femmes étaient tuées au sein du couple.

L'observatoire départemental des violences faites envers les femmes, créé en 2002 en Seine-Saint-Denis, innove depuis 14 ans pour trouver des solutions pour ces femmes et ces enfants en danger. L'aide au combat juridique et le travail de sensibilisation sont des éléments clés pour lutter contre ce fléau.

Mais le combat se joue aussi avec un service public de santé qui protège des milliers de femmes victimes de blessures physiques et psychologiques. Il nécessite des services d'urgence performants, avec

des personnels en nombre et formés, pour accueillir ces femmes, souvent atteintes de blessures graves, qui arrivent en situation de profonde détresse.

Il nécessite également un accompagnement psychologique beaucoup plus important. Pour ces femmes, comme pour les enfants vivant dans une maison où ces violences sont présentes, afin de leur permettre de vivre sereinement leur enfance et leur vie d'adulte.

Parmi les hommes violents, beaucoup ont grandi dans un contexte de violences. Il faut rompre ce cercle vicieux.

Pour accompagner ces femmes à sortir de leur emprise, à se construire une nouvelle vie lorsqu'elles ont fait le choix de partir, la santé publique est un allié de poids.

Remettre en cause le bon fonctionnement du service public de la santé, c'est remettre en cause les outils qui permettent à des femmes et à des milliers d'enfants de s'en sortir.

# LA FIÈVRE MONTE

## LA DROITE CONTRE LA LIBERTÉ DES CHOIX CLINIQUES en matière d'autisme

Madame la Ministre,

Je me permets d'attirer votre attention sur le contenu d'une proposition de résolution invitant le gouvernement à promouvoir une prise en charge de l'autisme basée sur les recommandations de la Haute Autorité de Santé.

Cette proposition de résolution, portée par de nombreux députés de droite, vise l'interdiction de toute pratique psychanalytique dans la prise en charge de l'autisme.

Si elle aboutissait, elle créerait un précédent puisque ce serait la première fois que le Parlement et les pouvoirs publics s'immiscent dans la liberté des choix cliniques.

C'est d'autant plus grave qu'il n'existe aucun consensus et aucune solution générale quant à la prise en

charge de l'autisme. Les conséquences immédiates pour les malades et leurs familles seraient dramatiques.

Toutes ces raisons ont amené la Fédération française des psychologues et de psychologie, dans sa défense de la pluralité des approches scientifiques, à demander le rejet de cette proposition de résolution. Elle a lancé une pétition, à laquelle j'ai apporté mon soutien parmi d'autres personnalités.

Je veux croire que sans plus attendre le gouvernement exprimera son opposition la plus résolue à ce texte. D'une brutalité inouïe, il ne ferait qu'aggraver les difficultés, déjà bien grandes, de la prise en charge de l'autisme dans notre pays.

Je vous prie d'agréer, Madame la ministre, l'expression de mes salutations les plus distinguées.

Pierre Laurent  
sénateur communiste de Paris

lettre à la ministre des Affaires sociales et de la Santé  
7 décembre 2016

À noter que l'Assemblée nationale a rejeté la résolution du député visant à instaurer une science d'État...

les cocos dans les collectifs locaux

## MATERNITÉ DE DIE 30 ans !

Il y a eu 30 ans le 13 décembre se déroulait la première manifestation pour le maintien de la maternité de Die dont la survie conditionne l'existence de l'hôpital.

Pour mémoire, la lettre du « Préfet Comissaire de la République » ordonnant la fermeture des 4 lits de maternité le 1er mai 1987.

Depuis, plus de 30 manifestations et actions diverses se sont tenues, la maternité est toujours en activité, environ 3 500 bébés y sont nés, des bébés de mamans elles-mêmes nées après le 1er mai 1987 participaient en landaus ou poussettes, quelques-uns en trottant, à la dernière manif.

La maternité existant encore, l'hôpital est toujours là avec ses différents services.

Il est donc cocasse d'observer que les ARS sont sollicitées par la DGOS (Direction générale d'offre de soins) afin « d'organiser le diagnostic des populations situées à plus de 30 minutes d'un accès aux soins d'urgence... ».

Imaginons un instant le sort des populations du Haut-Diois, situées à 25, 30 minutes de l'hôpital de Die, si ce dernier une fois fermé elles étaient dirigées sur les hôpitaux de Crest ou de Valence !

Il faut rappeler que c'est à l'initiative des élus communistes Jean-Pierre Rambaud et Jean-Louis Simon qu'avait été lancé le mouvement, quand ces derniers avaient refusé de voter la fermeture lors de la réunion du conseil d'administration de l'hôpital début décembre 1986, entraînant la première manif, 13/12/1986, et la création du Comité de défense.

Enfin, il ne faut pas ignorer le « programme santé » du candidat de la droite François Fillon. Extrait : « l'organisation des activités hospitalières doit être revue avec un nombre limité d'hôpitaux dotés de plateaux techniques de hauts niveaux [...] il faudra réorienter ou reconvertir des établissements (structures de petites urgences [...] mais aussi en fermer certains.

Les habitants du Dois peuvent conserver et entretenir leurs banderoles, elles sont appelées à resservir

Jean-Pierre Basset